

CCC est commune aux francophones et néerlandophones de Bruxelles, elle est l'emblème d'un « savoir-vivre ensemble » et d'une diversité typiquement bruxelloise. La Commission est compétente à l'égard des personnes et des institutions qui ne relèvent pas de l'une ou l'autre Communauté, dans les politiques d'Aide aux personnes et de Santé. C'est dans le cadre de ses missions d'aide aux personnes que l'Assemblée réunie de la CCC a adopté l'Ordonnance relative aux centres et services de l'aide aux personnes. C'est ainsi que nous avons obtenu, partiellement, des changements pour une réglementation composée d'une série de circulaires et d'arrêtés vieux de plus de 30 ans pour la plupart!

Sont visés par cette ordonnance de 2002 : les services d'aide à domicile, les centres d'aide aux personnes, les centres et services pour adultes en difficulté et les centres et services pour personnes handicapées. L'enjeu étant de trouver un mode d'harmonisation qui prenne en considération les particularités des ces services, le cadre législatif concerne principalement l'organisation, le fonctionnement et les subventions. Les normes de base à compléter avant agrément font du texte un référentiel visant à stabiliser les pratiques, dans un respect de la diversité bruxelloise. Ces normes se rapportent notamment à l'interdiction de toute discrimination, au respect de la vie privée, à l'obligation de remplir ses missions au bénéfice des usagers, aux modalités de participation et de recours des usagers mais également aux normes architecturales et de sécurité. En réponse aux questionnements du secteur, les représentants des Ministres ont apporté des amendements que nous estimons favorables. Rappelons que ces changements sont le fruit de nombreuses réunions, contacts et concertations entre l'Administration, les cabinets ministériels et les représentants du secteur. Pourtant, face à de nombreuses questions encore irrésolues, les arrêtés d'exécution permettant une actualisation de la législation n'ont pas encore pu être adoptés par le Conseil consultatif.

En ce lendemain d'élections régionales, nous espérons qu'il nous sera toujours possible de mener les discussions et les concertations nécessaires à la rénovation de notre secteur. De plus, nous souhaiterions qu'un effort puisse être fait afin, d'une part, d'envisager le subventionnement de la fonction de responsable d'équipe et, d'autre part, de concrétiser rapidement le subventionnement des postes nécessaires aux tâches administratives. Un autre élément que nous souhaiterions approfondir et déterminer sont les critères d'octroi du nombre de postes d'assistants sociaux subventionnés par Centre de service social. Aussi, faut-il le rappeler, l'obtention de nouveaux moyens pour des services de première ligne quotidiennement sollicités par une population bruxelloise de plus en plus précarisée nous semble indispensable. Nous espérons d'ailleurs trouver des échos de nos attentes dans la déclaration du collège réuni de la CCC qui fera l'objet du dossier du prochain Mutmail.

identiteit. Zij is het symbool van de 'goede omgang tussen beiden' en van de typisch Brusselse diversiteit. De commissie is, wat de Bijstand aan personen en de Gezondheidszorg betreft, bevoegd voor personen en instellingen die niet exclusief tot een gemeenschap behoren. In het kader van haar opdrachten inzake de bijstand aan personen heeft de Verenigde Vergadering van de GGC de ordonnantie betreffende de centra en diensten voor bijstand aan personen goedgekeurd. Zodoende hebben we kunnen verkrijgen dat er, gedeeltelijk althans, wijzigingen werden aangebracht aan de regelgeving. Deze bestond uit een reeks omzendbrieven en besluiten die doorgaans meer dan 30 jaar oud zijn!

De volgende centra en diensten worden door de ordonnantie van 2002 beoogd: diensten voor thuiszorg, centra voor algemeen welzijnswerk, centra en diensten voor volwassenen in moeilijkheden en centra en diensten voor personen met een handicap. Aangezien de inzet was een wijze van harmonisering te vinden waarbij rekening wordt gehouden met de specifieke kenmerken van deze diensten, heeft het wetgevend kader vooral betrekking op de organisatie, de werking en de subsidies. De tekst vermeldt de erkenningsnormen waaraan diensten moeten beantwoorden om erkend te worden en verschaft de werking van de biconmunitaire welzijnssector een stabiele basis met respect voor de Brusselse verscheidenheid. Deze normen hebben betrekking op het verbod van elke discriminatie, het respect voor het privé-leven, de verplichting hun opdrachten ten gunste van de gebruikers te vervullen, de nadere regels voor inspraak en van beroep van de gebruikers, de bouwkundige normen en de veiligheidsnormen. Op vraag van de sector hebben de vertegenwoordigers van de ministers naar onze mening gunstige amendementen aangebracht. Deze wijzigingen kwamen er na talrijke vergaderingen, contacten en overleg tussen de administratie, de kabinetten en de vertegenwoordigers van de sector. De uitvoeringsbesluiten die een actualisering van de wetgeving mogelijk maken werden nog niet goedgekeurd door de Adviesraad omdat nog heel wat problemen onopgelost zijn.

We hopen dat discussie en overleg mogelijk blijven met het oog op vernieuwingen in onze sector. We hopen eveneens dat er werk wordt gemaakt van de subsidiëring van de functie van teamhoofd en van de posten nodig voor de uitvoering van administratieve taken. Een ander element dat we willen uitdiepen en vastleggen zijn de criteria voor de toekenning van het aantal gesubsidieerde maatschappelijk assistenten voor elk centrum voor maatschappelijk werk. Bovendien is het belangrijk dat er nieuwe middelen worden vrijgemaakt voor deze eerstelijnsdiensten die dagelijks geconfronteerd worden met een deel van de bevolking dat steeds vaker sociaal kwetsbaar is. We hopen trouwens dat onze verwachtingen worden ingelost door de verklaring van het Verenigd College van de GGC, het onderwerp van de volgende Mutmail.

CONTRÔLE RENFORCÉ DES CHÔMEURS : LES ENJEUX

Le projet de réforme de l'assurance chômage du ministre fédéral de l'Emploi Frank Vandebroucke (SP.A) se concrétisera, dès ce 1^{er} juillet 2004, par un suivi très actif des chômeurs par l'ONEM. En pratique, Wallons et Bruxellois seront davantage visés par le nouveau dispositif. «Chasse aux chômeurs» ou plan miracle pour s'attaquer à un problème socio-économique réel ? Les avis divergent...

Les dernières statistiques fédérales⁽¹⁾ sur le chômage ont des raisons d'inquiéter : le nombre de chômeurs complets indemnisés (CCI) s'élevait en avril 2004 à 419.269, soit une augmentation de 4,7 % depuis l'année dernière. Le taux de chômage général (rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés et la population active totale) est actuellement de 12,4%, soit un point de pourcentage de plus qu'en avril 2003, avec des situations régionales très contrastées : en Flandre, il est de 8%, en Wallonie de 17,8% et à Bruxelles de 22,1%. La Région bruxelloise détient ainsi paradoxalement les records du principal bassin d'emplois du pays mais aussi du plus haut taux de chômage. La création d'emplois générés par l'activité économique intense (environ 40 000 postes créés entre 1995 et 2001) profite en effet très peu aux habitants eux-mêmes : sur 650 000 postes, seuls 300 000 sont occupés par des Bruxellois. Les 77 000 demandeurs d'emploi bruxellois ont donc, comme toute personne privée de travail et de rémunération en Belgique, droit à une allocation de chômage de l'Office national de l'emploi (ONEM) : l'institution fédérale vérifie le droit aux allocations et le montant. Les services régionaux de médiation de l'emploi (ORBEM, FOREM, VDAB) sont quant à eux responsables de l'encadrement et de la formation des chômeurs. Les trois grands syndicats (CSC, FGTB et CGSLB) et la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage (CAPAC) se chargent du paiement. Le principe de l'assurance chômage est de fournir un revenu de remplacement aux chômeurs «involontaires», c'est à dire qu'ils sont aussi tenus de rechercher effectivement du travail. Et c'est ce dernier point qui fera prochainement l'objet d'un contrôle renforcé.

Pour lutter contre la fraude sociale et encourager les chômeurs à s'activer dans leur recherche de travail, le gouvernement a décidé, sur proposition du Ministre fédéral de l'Emploi et des Pensions Frank Vandebroecke (SP.A), d'accompagner et de contrôler davantage l'activité de recherche des demandeurs d'emploi. Le projet d'Arrêté Royal mise sur la convocation obligatoire et l'évaluation de la disponibilité des chômeurs, dévolue à l'ONEM, mais aussi sur le renforcement de mesures d'accompagnement et d'insertion par les organismes régionaux de l'emploi et par le secteur de l'Insertion socioprofessionnelle (ISP). Et à l'heure où la création de 200 000 emplois annoncée par le Premier ministre ne semble plus être qu'un mirage, cette nouvelle pression sur les chômeurs pose question.

Actuellement, et avant la mise en place des nouveaux suivis individualisés (voir ci-contre) recommandés par le Ministre fédéral de l'Emploi, le contrôle de la disponibilité du chômeur s'effectue par 2 moyens : le pointage communal et la présentation aux organismes régionaux de l'emploi. Ces derniers transmettent éventuellement à l'ONEM les refus d'emplois convenables et les refus ou abandons

Le principe de l'assurance chômage est de fournir un revenu de remplacement aux chômeurs «involontaires», c'est à dire qu'ils sont aussi tenus de rechercher effectivement du travail. Et c'est ce dernier point qui fera prochainement l'objet d'un contrôle renforcé.

Le projet d'Arrêté Royal mise sur la convocation obligatoire et l'évaluation de la disponibilité des chômeurs, dévolue à l'ONEM, mais aussi sur le renforcement de mesures d'accompagnement et d'insertion par les organismes régionaux de l'emploi et par le secteur de l'Insertion socioprofessionnelle (ISP).

(1) Chiffres fédéraux du chômage d'avril 2004, <http://www.vandebroucke.com>

L'allocation sera donc désormais due à durée indéterminée pour autant que le chômeur prouve sa disponibilité régulièrement.

de parcours d'insertion. En vertu de l'article 80⁽¹⁾ de la réglementation sur le chômage, seuls les chômeurs cohabitants peuvent voir supprimer leurs allocations s'ils ne prouvent pas à l'ONEM leur recherche active d'un emploi. Avec le projet d'Arrêté Royal, l'article 80 sera abrogé, ainsi que le double pointage mensuel. Le nouveau plan est plus individuel mais s'étend à de nouvelles catégories de chômeurs. Les chefs de ménage et les isolés seront eux aussi invités à démontrer au fil des entretiens qu'ils se mobilisent pour trouver un emploi, sous peine des probables sanctions de l'ONEM dont l'ultime est l'exclusion totale du bénéfice des allocations. L'allocation sera donc désormais due à durée indéterminée pour autant que le chômeur prouve sa disponibilité régulièrement. La série de mesures prévues par le Plan va d'ailleurs dans ce sens: le volet de l'accompagnement sera consolidé, via les centres régionaux de placement notamment, et le suivi sera assuré par le dispositif renforcé de contrôle et de sanctions de l'ONEM.

Une coopération Fédéral-Régions

Pour réaliser le «Plan d'activation du comportement de recherche», l'accord de coopération entre Fédéral et Régions redéfinit les missions dévolues respectivement à l'ONEM et aux services régionaux de médiation de l'emploi. A Bruxelles, il prévoit la mise en place du «Réseau des plate-formes locales pour l'emploi» (RPE), qui organise l'échange de données entre l'ensemble des partenaires (ONEM, ORBEM, organismes de formation ou d'insertion, Missions locales et CPAS). La FeBISP⁽²⁾, Fédération bruxelloise des opérateurs de l'Insertion Socio-professionnelle, a pour vocation de représenter l'ensemble des associations du secteur de l'insertion socioprofessionnelle de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour elle, l'utilisation de ce nouvel outil, saluée au niveau de l'apport dans l'échange d'informations, nécessite une réflexion de fond sur ses limites, à laquelle elle demande instamment à être associée. De même, le renforcement de l'accompagnement des chômeurs par la signature des «contrats de projet professionnel» (CPP) avec l'ORBEM est accueilli positivement par la FeBISP, pour autant que les moyens financiers tant de l'ORBEM que des partenaires associatifs soient accrus. Le Collectif des travailleurs de l'Insertion socioprofessionnelle bruxelloise (ISP) est pourtant inquiet, «*que deviendra la relation de confiance que les travailleurs de l'insertion ont tissée avec les chômeurs, face à 77 000 demandeurs d'emplois de la Région bruxelloise, sommés de prouver leur employabilité via les dispositifs mis en place par l'ORBEM, dont le CPP, mais, en pratique activés dans les associations de l'ISP ?*»⁽³⁾. Le collectif des travailleurs de l'insertion craint le surcroît de travail administratif au détriment du qualitatif mais surtout de devenir un pourvoyeur de «certificats de chômeurs actifs». Il souhaite être associé à l'évaluation qualitative des CPP et au comité de suivi du réseau informatisé commun. Le Collectif des travailleurs de l'Insertion estime cette mise en commun d'autant plus inquiétante que les CPAS seront eux aussi amenés à alimenter la base de données.



(1) Selon l'article 80, le chômeur cohabitant (dont le conjoint dispose de revenus) de moins de 50 ans ne bénéficie pas d'allocations de chômage à durée indéterminée. Après une durée de chômage 2 fois plus longue que la durée moyenne de sa région, et s'il ne peut prouver qu'il cherche activement du travail, le cohabitant perd définitivement ses allocations de chômage. Si son éventuel recours auprès de la Commission administrative nationale (CAN) ou du directeur de son bureau de chômage est déclaré fondé, le cohabitant continuera à recevoir ses allocations, tant qu'il entre dans les conditions prévues par la législation.

(2) Voir L'Insertion N°49 & 50 - Avril/Mai 2004 consacré au mémorandum de la FeBISP <http://www.febisp.be>

(3) Communiqué de presse de l'Insertion SocioProfessionnelle (ISP) bruxelloise, CNE et SETCA à l'occasion de la manifestation en front commun, le 27 mai dernier à Bruxelles.

Alors qu'une seule demande de formation sur 10 peut actuellement être satisfaite en Région bruxelloise, le cofinancement fédéral de 3,75 millions euros par an prévu par l'accord de coopération semble maigre. Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déjà, sur proposition du ministre de l'Emploi et de l'Économie Eric Tomas (PS), dégagé des nouveaux moyens pour l'ORBEM. Par ailleurs, et tout au long de la précédente législature, la majorité régionale (MR, PS, CD&V, VLD, SP.A) a multiplié les initiatives visant à lutter contre le chômage ou à développer l'emploi : lutte contre la discrimination à l'embauche et Pacte social, lutte contre le manque de qualification par des initiatives de formation, dynamisation du commerce extérieur, reconversion de friches industrielles et création d'environ 2 000 emplois dans le non-marchand.



Les réactions au «Plan d'activation des chômeurs»

Si l'annonce du projet d'arrêté Royal a globalement réjoui les représentants des entreprises, elle a provoqué les plus vives inquiétudes des organisations syndicales et des associations, qui auront permis, après une concertation jugée par tous insuffisante, d'apporter quelques modifications et de renforcer, moyens financiers à l'appui, le volet d'accompagnement dévolu aux organismes para-régionaux de l'emploi. Quelques points positifs restent acquis : les dispositions ne s'appliquent pas aux demandeurs d'emploi faisant ou ayant fait preuve de dispositions au travail (temps partiel, ALE, plus de 50 ans). Aussi, la charge de la preuve incombe au chômeur et aux instances officielles (ONEM et ORBEM). Enfin, l'assistance syndicale aux chômeurs convoqués est assurée et l'article 80 est enfin supprimé. Aussi, s'il est vrai que le Plan du Ministre Vandembroucke n'apporte aucune solution au premier problème des chômeurs, le chômage, et donc le manque d'emplois, il n'impose pas au chômeur d'obligation de trouver mais bien de chercher un emploi.

Reste que le projet, décrit par certains observateurs comme un moyen de réduire les dépenses de la sécurité sociale ou de sortir les chômeurs indemnisés des statistiques, suscite de nombreuses interrogations, principalement à propos de ses applications. Sur le fond, il n'est guère contestable que les bénéficiaires d'allocations comme demandeurs d'emploi sont tenus de rechercher effectivement du travail. Toutefois, la «présomption de malhonnêteté» attribuée à l'ensemble des chômeurs pose question. La notion d'effort personnel entrant en considération, l'agent de l'ONEM devra trouver un juste milieu entre son appréciation de l'effort du chômeur et les caractéristiques du marché du travail de sa région. Si la région est sinistrée du point de vue de l'emploi, quelles démarches actives le chômeur pourrait-il entreprendre ? De nombreux observateurs syndicaux et associatifs soulignent qu'un accompagnement renforcé offre difficilement la garantie d'obtenir ensuite un emploi convenable. C'est un fait, le Plan ne contribuera pas à la création d'emplois, à part peut-être l'engagement à l'ONEM de la centaine d'agents appelés «facilitateurs» par le plan, pour assurer le suivi actif des chômeurs.

Reste que le projet, décrit par certains observateurs comme un moyen de réduire les dépenses de la sécurité sociale ou de sortir les chômeurs indemnisés des statistiques, suscite de nombreuses interrogations, principalement à propos de ses applications.

La Plate-forme «Contre le projet de chasse aux chômeurs et pour la création de vrais emplois pour tous»⁽¹⁾, constituée sur l'initiative du Collectif Solidarité contre l'Exclusion et regroupant de nombreuses associations (Ligue des Familles, Ligue des droits de l'homme, FEF, ATTAC Wallonie-Bruxelles...) et organisations (plusieurs centrales CSC et FGTB, parti Ecolo...) signataires, dénonce le projet de faire porter aux chômeurs la responsabilité du chômage. Le but véritable du plan est aussi, selon les signataires, de faire baisser l'ensemble des salaires et des conditions de travail. «Le projet de «chasse aux chômeurs» et la menace d'exclusion aura pour conséquence d'encore dégrader les conditions de travail :

(1) www.stopchasseauxchomeurs.be

Loin de créer des emplois de qualité, le Gouvernement crée un grand marché de l'emploi dérégulé, conformément au projet de l'Union européenne ultra-libérale qu'il soutient (...).



les chômeurs seront contraints d'accepter n'importe quel emploi précaire (...). Loin de créer des emplois de qualité, le Gouvernement crée un grand marché de l'emploi dérégulé, conformément au projet de l'Union européenne ultra-libérale qu'il soutient (...). Il s'agit finalement de remettre en cause tous nos droits sociaux en s'y attaquant par tranche : hier les minimexés, aujourd'hui les chômeurs, demain les (pré)pensionnés puis l'ensemble des salariés»⁽¹⁾. Aussi, «sous couvert de la suppression progressive du pointage, de la suspension de l'application de l'article 80 et du meilleur accompagnement des chômeurs, il s'agit en fait d'étendre l'application de l'article 80 et d'apporter une restriction généralisée à l'octroi des allocations de chômage». Car que deviendront les chômeurs sanctionnés perdant l'allocation de l'ONEM ? Ils seront à charge des CPAS et dépendront donc des budgets communaux. La mesure d'exclusion entraîne une précarisation de fait de la population. Enfin, sur base des chiffres 2003⁽²⁾ de la répartition des allocataires de l'ONEM (ils sont soit chômeurs, soit travailleurs «activés», soit en crédit-temps), on constate que le contrôle des chômeurs et les sanctions prévues toucheront d'avantage les Wallons et encore plus les Bruxellois : les chômeurs représentent 30 % des allocataires ONEM en Flandre, 50 % en Wallonie et 62 % à Bruxelles.

Dans le cadre de ce projet d'Arrêté Royal, l'accord de coopération entre Fédéral et Régions sera prochainement soumis au vote des députés régionaux qui ne manqueront pas, c'est à espérer, de réévaluer leurs efforts en matière de développement socio-économique, de formation, de fiscalité ou de mobilité dans une approche globale et cohérente. Le projet est actuellement débattu au Conseil de gestion de l'ONEM. En attendant, la mobilisation contre ce plan applicable dès juillet continue...

CHOMEURS DANS LA LIGNE DE MIRE DE L'ONEM : EN PRATIQUE

Qui sera visé par le contrôle?

Par phases successives et à partir de juillet 2004, l'ONEM suivra attentivement les efforts déployés par les chômeurs. Les moins de 25 ans au chômage depuis 15 mois et les 25-30 inactifs depuis 21 mois seront concernés jusqu'en juin 2005. La limite d'âge passera à 40 ans en juin 2006 et à 50 ans en 2007, après une inactivité de 15 à 21 mois. A terme, presque tout chômeur complet de moins de 50 ans inactif depuis 18 mois (ou 24 mois dans les régions où le taux de chômage est élevé) sera susceptible d'être convoqué à une série d'entretiens afin de rendre compte de ses démarches en vue de retrouver du travail. **Les exceptions : le chômeur en incapacité de 33 % au moins, inscrit dans un plan d'insertion ou d'accompagnement, travailleur en ALE ou à temps-partiel. L'ONEM n'entendra pas non plus avant 2007 les chômeurs de plus de 50 ans.**

Quelle sera la procédure ?

Si le premier entretien est positif, le demandeur d'emploi ayant pu démontrer ses efforts à l'ONEM, un nouveau «premier entretien» remettra le compteur à zéro 16 mois plus tard. Dans le cas contraire, le demandeur d'emploi signera un engagement portant sur les actions à entreprendre avant de se présenter à nouveau après 4 mois. **A noter que la non-présentation à une convocation peut entraîner une suspension d'allocation d'au moins 4 semaines, la suspension pre-**

(1) Dans le numéro mars/avril 2004 du «Journal du Collectif Solidarité contre l'Exclusion».

(2) Rapport annuel 2003 de l'ONEM : <http://www.onem.be>.

nant fin lorsque le chômeur se présente à l'ONEM. Si le second entretien est positif, le troisième entretien ne sera pas fixé avant un an. Dans le cas contraire, le demandeur d'emploi sera suspendu de 2 à 4 mois. L'isolé ou le chef de famille verra son allocation descendre au niveau du revenu d'intégration et il devra signer un nouvel engagement et revenir après 4 mois. Si - malgré la difficulté de chercher un emploi sereinement dans ces conditions - le troisième entretien est positif, le chômeur sera convoqué au plus tôt l'année suivante, mais si ses efforts sont toujours jugés insuffisants, la sanction sera définitive : il sera à terme rayé du chômage. Les allocations de chômage des isolés, chefs de famille et cohabitants à faible revenu familial descendront pendant 6 mois au niveau du revenu d'intégration et seront ensuite supprimées. Les allocations d'attente ou de chômage des autres cohabitants seront immédiatement supprimées. Les exclus n'auront à nouveau droit aux allocations de chômage qu'après avoir travaillé 312 journées au cours d'une période de 18 mois.

Recours et immunité du chômeur

En cas de contestation de la décision de l'ONEM, un recours non-suspensif pourra être introduit auprès de la Commission administrative nationale⁽¹⁾ (CAN). Il faut noter que le chômeur peut être accompagné par un représentant syndical ou un avocat lors des différents entretiens avec l'ONEM. **Les preuves des démarches visant à trouver du travail devront donc être conservées** précieusement par le chômeur : courriers de candidatures ou réponses d'employeurs (NDLR : lorsqu'ils répondent), inscriptions, suivis d'offres ou attestations d'entretiens d'embauche.

L'accord de coopération entre Fédéral et Régions assure notamment l'immunité du chômeur engagé dans une procédure d'accompagnement dispensée par les organismes para-régionaux de l'emploi face au contrôle. Le **Contrat de projet professionnel (CPP)**, signé par le chercheur d'emploi et le conseiller de l'ORBEM, contractualise les droits et devoirs du «chercheur» d'emploi et l'intègre dans un processus d'accompagnement, d'activation ou de formation. Les entretiens de suivi évaluent le déroulement du plan et les réajustements à apporter. Si la signature du contrat n'est pas obligatoire, l'ORBEM ne cache pas qu'il constitue un atout pour toute personne souhaitant démontrer les actions qu'elle entreprend «*pour dynamiser sa recherche d'emploi*». **Le chômeur engagé dans le processus se trouve alors immunisé de tout contrôle de l'ONEM auquel il devra seulement rendre des comptes 12 mois plus tard.** En 2004, tous les chercheurs d'emploi bruxellois âgés de moins de 25 ans pourront bénéficier, sur base volontaire, de cet accompagnement individualisé visant à mieux définir leur projet professionnel et à dynamiser leur recherche. A terme et selon le phasage établi par le Fédéral, l'accompagnement devrait être un «droit universel» pour tous les Bruxellois dès 2007. Le Fédéral a également promis aux Régions d'examiner la question d'une nécessaire augmentation des moyens financiers à déployer pour un encadrement à l'emploi pour tous.

(1) La Commission administrative nationale (CAN), créée auprès de l'ONEM, traite les recours introduits par les chômeurs contre les avertissements de suspension pour longue durée notifiés par les directeurs des bureaux du chômage (articles 80). Le recours administratif peut soit se fonder sur "des efforts exceptionnels et continus en vue de retrouver du travail, à l'exclusion des périodes durant lesquelles il (le chômeur) ne devait pas être disponible pour le marché de l'emploi" soit sur l'aptitude limitée au travail du chômeur.



Doel van de werkloosheidsverzekering is een vervangingsinkomen te verschaffen aan 'onvrijwillig' werklozen, die effectief moeten zoeken naar werk. Het is op dit vlak dat de controle zal toenemen.

In het kader van het plan van de federale minister van Werk Frank Vandenbroucke (SP.A) om de werkloosheidsverzekering te hervormen worden de werklozen vanaf juli 2004 zeer actief gevolgd door de RVA. In de praktijk worden vooral de Walen en de Brusselaars op de korrel genomen. Betreft het een 'jacht op werklozen' of een mirakelplan om een reëel sociaal-economisch probleem aan te pakken? De meningen zijn verdeeld...

De laatste federale⁽¹⁾ werkloosheidstatistieken zijn zorgwekkend: het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen (UVW) bedroeg 419.269 in april 2004, een stijging met 4,7% sinds vorig jaar. De algemene werkloosheidsgraad (verhouding tussen het aantal niet-werkende werkzoekenden en de totale beroepsbevolking) bedraagt 12,4%, of 1 procentpunt meer dan in april 2003, waarbij er zeer grote verschillen zijn tussen de gewesten: in Vlaanderen 8%, in Wallonië 17,8% en in Brussel 22,1%. Het is echter paradoxaal dat het Brussels Gewest de meeste tewerkstellingsplaatsen biedt maar eveneens de hoogste werkloosheidsgraad heeft. De jobcreatie gegenereerd door intense economische activiteit (ongeveer 40.000 bijkomende banen tussen 1995 en 2001) komt de bewoners zelf zeer weinig ten goede: slechts 300.000 van de 650.000 banen worden ingenomen door Brusselaars. De 77.000 werkzoekenden in Brussel hebben zoals alle personen zonder werk en zonder loon recht op een werkloosheidsvergoeding van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA). Deze federale instelling gaat na of de werkloze recht heeft op een vergoeding en stelt het bedrag vast. De gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling (VDAB, FOREM, BGDA) staan in voor de begeleiding en de opleiding van de werklozen. De drie grote vakbonden (ACV, ABVV en ACLVB) en de Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen (HVW) betalen de uitkering uit. Doel van de werkloosheidsverzekering is een vervangingsinkomen te verschaffen aan 'onvrijwillig' werklozen, die effectief moeten zoeken naar werk. Het is op dit vlak dat de controle zal toenemen.

Het ontwerp van koninklijk besluit voorziet dat de RVA de werklozen oproept en hun werkbereidheid evalueert maar ook dat de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling en de sector van de socioprofessionele inschakeling hun maatregelen voor begeleiding en inschakeling uitbreiden.

Om de sociale fraude te bestrijden en werklozen ertoe aan te zetten actief naar werk te zoeken, heeft de regering, op voorstel van de federale minister van Werk en Pensioenen Frank Vandenbroucke, besloten de werkzoekenden beter te begeleiden in hun zoektocht naar werk en strenger te controleren. Het ontwerp van koninklijk besluit voorziet dat de RVA de werklozen oproept en hun werkbereidheid evalueert maar ook dat de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling en de sector van de socioprofessionele inschakeling hun maatregelen voor begeleiding en inschakeling uitbreiden. Deze nieuwe druk op de werklozen doet vragen rijzen nu de creatie van 200.000 jobs aangekondigd door de eerste minister niet haalbaar blijkt.

Tot nu toe wordt de werkbereidheid van de werkloze op 2 manieren gecontroleerd: hij is verplicht te stempelen en zich aan te melden bij de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling. Deze diensten brengen de RVA eventueel op de hoogte van werkweigering en de weigering om een inschakelingstraject te volbreiden.

(1) Federale werkloosheidscijfers van april 2004, <http://www.vandenbroucke.com>

gen of de stopzetting ervan. Op grond van artikel 80⁽¹⁾ van de werkloosheidsreglementering verliezen samenwonende werklozen hun uitkering indien ze de RVA niet kunnen aantonen dat ze actief naar werk zoeken. Artikel 80 en de stempelcontrole worden afgeschaft door het ontwerp van koninklijk besluit. Het nieuwe plan is individueler maar richt zich tot nieuwe categorieën van werklozen. Gezinshoofden en alleenstaanden moeten tijdens opeenvolgende gesprekken eveneens aantonen dat ze een inspanning leveren om werk te vinden. Zo niet kunnen ze hun uitkering definitief verliezen. Voortaan krijgt de werkloze een uitkering zolang hij geregeld zijn beschikbaarheid kan bewijzen. De door het plan vastgestelde maatregelen bevestigen dit: de begeleiding wordt geconsolideerd door de gewestelijke plaatsingsdiensten en de follow-up wordt uitgevoerd door een versterkt controle- en sanctieapparaat van de RVA.

Voortaan krijgt de werkloze een uitkering zolang hij geregeld zijn beschikbaarheid kan bewijzen.

Samenwerking tussen de federale staat en de gewesten

Om het 'Plan voor de activering van het zoekgedrag' te verwezenlijken herdefiniëert het samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en de gewesten, dat binnenkort voorgelegd wordt aan de raadsleden, de opdrachten van de RVA en de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling. In Brussel voorziet het plan in de oprichting van een 'Netwerk van lokale platforms voor tewerkstelling' dat de informatiedoorstroming organiseert tussen de partners (RVA, BGDA, verenigingen voor opleiding en inschakeling, 'missions locales' en OCMW's). De FeBISP, Fédération Bruxelloise des opérateurs de l'Insertion Socioprofessionnelle, vertegenwoordigt alle inschakelingsoperatoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De FeBISP⁽²⁾ staat positief tegenover een betere begeleiding van de werklozen die een 'contract voor beroepsproject' (CBP) ondertekenen met de BGDA, maar de BGDA en de partners uit het middenveld moeten meer financiële middelen krijgen. Het 'Collectif des travailleurs de l'Insertion socioprofessionnelle bruxelloise' vraagt zich bezorgd af 'wat er gebeurt met de vertrouwensrelatie die de actoren hebben opgebouwd met de werklozen aangezien de 77.000 werkzoekenden in het Brussels Gewest hun beschikbaarheid moeten bewijzen via de instrumenten die de ORBEM/BGDA in het leven heeft geroepen, waaronder de CBP's, maar die in de praktijk worden geactiveerd in de organisaties voor socioprofessionele inschakeling'⁽³⁾. Het collectief vreest dat de toename van administratief werk ten koste gaat van de kwaliteit maar vooral dat de inschakelingsoperatoren louter als leverancier van 'attesten van actieve werklozen' zullen fungeren. Het collectief wil betrokken worden bij de kwalitatieve evaluatie van de CPB's en bij het opvolgingscomité van het gemeenschappelijke geïnformatiseerde netwerk. Het vindt het bovendien verontrustend dat ook de OCMW's informatie in de databank moeten inbrengen.

In Brussel kan slechts aan 1 aanvraag naar opleiding op de 10 worden voldaan. De federale cofinanciering van 3,75 miljoen euro per jaar voorzien in het samenwerkingsakkoord, lijkt dan ook erg pover. Op voorstel van de minister van Tewerkstelling en Economie Eric Tomas (PS) heeft de regering van het Brussels Hoofdstedelijk nieuwe middelen uitgetrokken voor de BGDA. Tijdens de vorige regeerperiode heeft de gewestmeerderheid (MR, PS, CD&V, VLD, SP.A) trou-



(1) Volgens artikel 80 heeft de samenwonende werkloze (van wie de partner een inkomen heeft) onder de 50 jaar slechts voor een beperkte periode recht op een werkloosheidsuitkering. Als de werkloosheidsduur 2 maal langer is dan het gemiddelde in de regio en als de samenwonende werkloze niet kan bewijzen dat hij actief naar werk zoekt, verliest hij definitief zijn uitkering. Indien zijn beroep bij de Nationale Administratieve Commissie of de directeur van zijn werkloosheidsbureau gegrond wordt verklaard, blijft de werkloze een uitkering ontvangen onder de voorwaarden vastgelegd in de wetgeving.

(1) Zie het tijdschrift L'Insertion nr. 49 & 50 – April/Mei 2004 dat gewijd is aan het memorandum van de FeBISP. <http://www.febisp.be>

(2) Perscommuniqué van "l'Insertion Socioprofessionnelle (ISP) bruxelloise", CNE en SETCA tijdens een gemeenschappelijke manifestatie op 27 mei in Brussel.



Het project blijft talrijke vragen oproepen vooral inzake de toepassing. Volgens sommige waarnemers is het trouwens een middel om te besparen op de uitgaven van de sociale zekerheid of om de uitkeringsgerechtigde werklozen uit de statistieken te verwijderen.

wens talrijke initiatieven ondernomen om de werkloosheid te bestrijden en de tewerkstelling te ontwikkelen zoals de bestrijding van de discriminatie bij de aanwerving en het Sociaal pact, de bestrijding van het gebrek aan kwalificaties door opleidingsinitiatieven, het aanzwengelen van de buitenlandse handel, de reconversie van braakliggende industrieterreinen en de creatie van ongeveer 2.000 banen in de non-profitsector.

Reacties op het ‘Plan voor de activering van de werklozen’

Het voorstel tot koninklijk besluit werd doorgaans enthousiast ontvangen door de vertegenwoordigers van de ondernemingen maar veroorzaakte hevige ongerustheid bij de vakbonden en de organisaties. Na overleg dat door iedereen onvoldoende werd geacht, werden enkele wijzigingen aangebracht en krijgen de pararegionale organisaties voor tewerkstelling meer financiële middelen voor de begeleiding van de werklozen. Enkele positieve punten blijven behouden: het plan wordt niet toegepast op werkzoekenden die aantonen of aangetoond hebben dat ze beschikbaar zijn voor de arbeidsmarkt (deeltijds werk, PWA, ouder dan 50 jaar). De bewijslast moet worden geleverd door de werkloze en de officiële instanties (RVA en BGDA). De werklozen die opgeroepen worden, mogen zich laten bijstaan door een vertegenwoordiger van de vakbond en het artikel 80 wordt eindelijk geschrapt. Het is duidelijk dat het plan van minister Vandenbroucke geen oplossing biedt voor de werkloosheid en het tekort aan banen, maar het verplicht de werkloze werk te zoeken, niet werk te vinden.

Het project blijft talrijke vragen oproepen vooral inzake de toepassing. Volgens sommige waarnemers is het trouwens een middel om te besparen op de uitgaven van de sociale zekerheid of om de uitkeringsgerechtigde werklozen uit de statistieken te verwijderen. Dat de uitkeringsgerechtigde werkzoekenden effectief werk moeten zoeken, wordt nauwelijks aangevochten. Maar dat alle werklozen van oneerlijkheid worden verdacht, doet vragen rijzen. De RVA zal de gulden middenweg moeten vinden tussen zijn appreciatie van de door de werkloze geleverde inspanning en de kenmerken van de arbeidsmarkt in de betreffende regio. Welke actieve stappen kan de werkloze ondernemen indien de regio door werkloosheid geteisterd wordt? Talrijke waarnemers uit de vakbondswereld en het middenveld benadrukken dat een betere begeleiding geen garantie biedt om een passende job te vinden. Het plan draagt niet bij tot de creatie van jobs, tenzij misschien een honderdtal beampten, ‘facilitatoren’ geheten, die in dienst worden genomen door de RVA om de werklozen actief op te volgen.

Het Platform ‘Tegen de jacht op werklozen en voor het scheppen van echte banen voor iedereen’⁽¹⁾, een initiatief van het ‘Collectif Solidarité contre l’Exclusion’ dat door talrijke verenigingen (Attac-Brussel, Sociaal Forum voor Werk, Federatie van Bicommunautaire Centra voor Maatschappelijk Werk, ...) en organisaties (ACV-CSC Brussel-Halle-Vilvoorde, Groen!...) werd ondertekend, stelt dat het project de verantwoordelijkheid voor de werkloosheid op de werklozen afschuift. Volgens het platform is de werkelijke bedoeling van het plan de verlaging van alle lonen en werkomstandigheden. *‘Het plan voor ‘de jacht op werklozen’ en de dreiging met schorsing heeft tot gevolg dat de werkomstandigheden verslechteren: de werklozen zullen verplicht worden om eender welke preciaire job te aanvaarden (...). In plaats van kwaliteitsvolle banen te scheppen creëert de overheid een omvangrijke arbeidsmarkt die ontregeld is in overeenstemming met de ultraliberale Europese Unie die ze steunt (...). Doel is om onze sociale rechten stelselmatig af te bouwen: gisteren kwamen de leefloners aan de beurt, vandaag de werklozen, morgen de (brug)gepensioneerden en vervolgens alle loon-*

(1) www.stopjachttopwerklozen.be

trekkenden⁽¹⁾. Bovendien 'is het de bedoeling om onder het mom van de geleidelijke afschaffing van de stempelcontrole, de schorsing van de toepassing van artikel 80 en de betere begeleiding van de werklozen, de toepassing van artikel 80 uit te breiden en de toekenning van de werkloosheidsuitkeringen te beperken'. Wat gebeurt er met de werklozen die hun uitkering verliezen? Zij vallen ten laste van de OCMW's en dus van de gemeentebudgetten. De uitsluitingsmaatregel veroorzaakt meer bestaansonzekerheid bij de bevolking. Op basis van de cijfers 2003⁽²⁾ betreffende de verdeling van de uitkeringstrekkers ten laste van de RVA (werklozen, 'geactiveerde' werknemers en werknemers die van het tijdskrediet gebruik maken) kan men vaststellen dat Waalse en vooral Brusselse werklozen door de controle en de sancties zullen getroffen worden: de werklozen in Vlaanderen vertegenwoordigen 30% van de uitkeringstrekkers ten laste van de RVA, 50% in Wallonië en 62% in Brussel.

Binnenkort stemmen de raadsleden, in het kader van het ontwerp van koninklijk besluit, over het samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en de gewesten. Laat ons hopen dat ze hun inspanningen op het vlak van socio-economische ontwikkeling, opleiding, fiscaliteit en mobiliteit opnieuw evalueren in het licht van een globale en coherente aanpak. Het ontwerp wordt momenteel besproken door het beheerscomité van de RVA. In afwachting worden de acties tegen het plan dat vanaf juli van toepassing is, voortgezet.

In plaats van kwaliteitsvolle banen te scheppen creëert de overheid een omvangrijke arbeidsmarkt die ontregeld is in overeenstemming met de ultraliberale Europese Unie die ze steunt (...).

WERKLOZEN IN HET VIZIER VAN DE RVA: WAT GEBEURT ER CONCREET?

Wie wordt door de controle beoogd?

Vanaf juli 2004 zal de RVA in opeenvolgende fasen de inspanningen van de werklozen nauwlettend volgen. Tot juni 2005 komen de jongeren onder de 25 jaar in aanmerking die sedert 15 maanden werkloos zijn en de 25- tot 30-jarigen die 21 maanden inactief zijn. In juni 2006 komen de werklozen van 40 jaar en ouder en in 2007 die van 50 jaar en ouder na 15 tot 21 maanden werkloosheid aan de beurt. Op termijn kan elke volledige werkloze onder de 50 die minstens 18 maanden inactief is (of 24 maanden in de regio's met een hoge werkloosheidsgraad) opgeroepen worden voor een reeks gesprekken om hun inspanningen in verband met het zoeken naar werk aan te tonen. **Uitzonderingen: werklozen met een arbeidsongeschiktheid van minstens 33%, werklozen die in begeleiding zijn, PWA'ers en deeltijdse werknemers. De RVA roept de werklozen ouder dan 50 niet op voor 2007.**

Welke procedure wordt gevolgd?

Verloopt het eerste gesprek positief omdat de werkzoekende heeft kunnen aantonen dat hij actief naar werk heeft gezocht, dan komt er 16 maanden later een nieuw 'eerste gesprek'. Zo niet moet de werkzoekende een verbintenis ondertekenen in verband met de stappen die hij zal ondernemen tegen de volgende afspraak 4 maanden later. **Wie niet komt opdagen voor een gesprek, krijgt minstens 4 weken geen uitkeringen meer. De schorsing houdt op wanneer de werkloze zich aanmeldt bij de RVA.** Is het tweede gesprek positief, dan krijgt de werkzoekende een afspraak voor een jaar later. Zo niet wordt hij voor 2 tot 4 maanden geschorst. Bij alleenstaanden en gezinshoofden wordt de uitkering verlaagd tot het niveau van het leefloon. De betrokkene moet een nieuwe verbintenis tekenen



(1) In het nummer maart/april 2004 van 'Journal du Collectif Solidarité contre l'Exclusion'.

(2) Jaarverslag 2003 van de RVA: <http://www.rva.be>

en na 4 maanden terugkeren voor een gesprek. Is het derde gesprek positief dan wordt de werkloze pas een jaar later opgeroepen. Als zijn inspanningen onvoldoende blijken dan wordt de werkloze op termijn definitief geschorst. Werkloosheidsuitkeringen van alleenstaanden, gezinshoofden en samenwonenden met een laag gezinsinkomen worden eerst gedurende 6 maanden verminderd tot het niveau van het leefloon en daarna afgeschaft. Wachtuitkeringen en werkloosheidsuitkeringen voor andere samenwonenden worden onmiddellijk afgeschaft. Zij hebben terug recht op een werkloosheidsuitkering als ze in een periode van 18 maanden 312 dagen hebben gewerkt.

Beroep en vrijstelling van de werkloze

Is de werkloze het niet eens met de beslissing van de RVA, dan kan hij in beroep gaan bij de Nationale Administratieve Commissie⁽¹⁾ (NAC). Dit beroep is niet schorsend. De werkloze mag zich tijdens de gesprekken met de RVA laten bijstaan door een vakbondsvertegenwoordiger of een advocaat. **De werkloze moet dus alle bewijzen van zijn inspanningen om werk te zoeken zorgvuldig bewaren:** sollicitatiebrieven of antwoorden van de werkgevers (noot van de redactie: indien ze antwoorden), e-mails die hij heeft verstuurd, lijst van websites die hij heeft bezocht, attesten van werkgevers afgeleverd naar aanleiding van sollicitatiegesprekken.

Het samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en de gewesten verzekert dat de procedure niet van toepassing is voor werklozen die een begeleidingstraject volgen bij de pararegionale organisaties voor tewerkstelling. Het **contract voor beroepsproject (CBP)**, ondertekend door de werkzoekende en de BGDA-consulent, stelt de rechten en de plichten van de werkzoekende vast die ingeschakeld wordt in een begeleidings-, activerings- of opleidingstraject. In de opvolgingsgesprekken wordt bekeken of het plan vlot verloopt of moet worden bijgestuurd. Hoewel het contract niet verplicht is, wijst de BGDA erop dat het een troef is voor elke werkzoekende die wil tonen welke stappen hij heeft ondernomen 'om zijn zoektocht kracht bij te zetten'. **De werkloze wordt vrijgesteld van controle en moet pas 12 maanden later rekenschap afleggen bij de RVA.** In 2004 kunnen alle Brusselse werkzoekenden jonger dan 25 op vrijwillige basis een individuele begeleiding krijgen om hun beroepsproject beter te bepalen en hun zoektocht kracht bij te zetten. Op termijn en volgens de door de federale staat vastgestelde fasen moet de begeleiding vanaf 2007 een 'universeel recht' worden voor alle Brusselaars. De federale staat beloofde de gewesten de vraag naar een noodzakelijke verhoging van de financiële middelen voor de begeleiding van alle werkzoekenden te onderzoeken.

(1) De Nationale Administratieve Commissie (NAC), opgericht binnen de RVA, behandelt de beroepen die de werklozen indienen tegen de verwittigingen tot schorsing wegens langdurige werkloosheid betekend door de directeurs van de werkloosheidsbureaus (artikel 80). De werkloze moet zijn beroep steunen op één van de volgende redenen:
 -hij kan aantonen dat hij gedurende zijn werkloosheid uitzonderlijke en ononderbroken inspanningen verrichtte om werk te verrichten, uitgezonderd in de periodes waarin hij niet beschikbaar moest zijn voor de arbeidsmarkt;
 -hij is beperkt arbeidsgeschikt.



OUVERTURE DU CENTRE DE CRISE ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR JEUNES "ABAKA ASBL"

Ouvert depuis le 1er juin 2004, ABAKA est un centre de crise et d'accompagnement non mandaté, pour jeunes de 12 à 18 ans, qui s'inscrit dans le cadre de l'aide spécialisée, telle que définie dans le décret de l'aide à la jeunesse du 4 mars 1991 et qui en applique le code de déontologie.

Le centre met en œuvre un projet pédagogique particulier, tel que désigné par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999.

La spécificité du centre est de travailler la crise avec le jeune en deux temps et toujours avec son accord. Il s'agit tout d'abord de traiter l'urgence, ce qui nécessite, dans certains cas, un hébergement de courte durée (5 nuits ouvrables, éventuellement renouvelable une fois), pour ensuite travailler la crise elle-même, par un accompagnement du jeune dans son milieu de vie. Ce second temps demandera, dans la plupart des cas, une période plus longue. Des évaluations régulières sont prévues, afin de pouvoir déterminer s'il n'est pas dans l'intérêt du jeune d'être orienté vers un autre service.

Le service est accessible 24/24 heures. L'équipe est composée de 1 directrice, 1 assistante sociale, 8 éducateur(trice)s, 1 psychologue mi-temps, 1 secrétaire mi-temps et 1 technicienne de surface mi-temps.

Les méthodes utilisées par le service sont :

- Le travail sans mandat, avec l'accord du jeune. Il n'en demeure pas moins qu'un jeune peut être orienté par des organismes tels le Tribunal de la Jeunesse, le Service de Protection Judiciaire ou le Service de l'Aide à la Jeunesse et qu'un travail peut s'engager si le jeune est d'accord ou si celui-ci est en crise et en demande d'un lieu d'écoute. Cette collaboration s'effectue dans le cadre d'un travail en réseau où ces acteurs sont considérés comme des partenaires de travail à part entière. De même, le centre interpellera le Service d'Aide à la Jeunesse dans le cas où une orientation vers ce service s'avérerait indispensable.
- Pas de critères limitatifs de prise en charge. Mis à part les conditions d'âge, ou des problèmes non gérables tels que : des suivis psychiatriques nécessitant une prise en charge médicale, un comportement violent. Cela signifie que, notamment, des mineurs en crise familiale, des jeunes en décrochage scolaire, des jeunes sans-abri ou plus simplement des jeunes en difficulté, en questionnement ou encore en recherche d'information seront entendus par l'équipe du centre, avec leur accord. Le centre n'héberge pas les jeunes en attente d'une place en centre fermé (IPPJ ou Everberg).
- L'évitement du placement. Il s'agit là d'entamer un travail préventif dans le but d'éviter le placement, de maintenir le jeune dans son milieu de vie. Ce maintien peut passer toutefois par un hébergement exceptionnel chez ABAKA qui permet l'éloignement du jeune mais aussi un temps de prise de distance pour la famille du jeune. Le travail avec la famille dans son milieu de vie est privilégié.
- Travail avec le réseau associatif et public. La localisation géographique (Ixelles) permettra au centre de crise de bénéficier d'un important maillage d'organismes psycho-médico-sociaux, permettant l'activation rapide d'un réseau pertinent de collaborations.

- L'analyse des besoins d'accueil et d'accompagnement non couverts à Bruxelles en collaboration avec le CAAJ. Le centre fonctionnera comme une plate-forme d'observation et d'analyse des besoins d'accueil et d'accompagnement, il pourra émettre des propositions en collaboration et avec le relais du CAAJ dans le but d'améliorer la situation.
- Le centre reprendra contact avec le jeune afin d'évaluer l'impact de son intervention auprès du jeune, endéans la première année.

Abaka asbl
Rue Goffart 105
1050 Ixelles
Tel : 02/640.07.11
Gsm: 0472/75.27.55
Fax : 02/647.96.19
E-Mail : info@abaka.be

OPENING VAN DE VZW “ABAKA” CRISISCENTRUM EN CENTRUM VOOR BEGELEIDING VAN JONGEREN

Abaka is sedert 1 juni 2004 actief als niet-gemandateerd crisis-centrum en centrum voor de begeleiding van jongeren van 12 tot 18 jaar. Het biedt gespecialiseerde hulpverlening zoals bepaald in het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd dat de deontologie vastlegt.

Het centrum werkt een bijzonder pedagogisch hulpverleningsproject uit zoals bepaald in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999.

De bedoeling is dat het centrum de crisis bedwingt in samenwerking en met de toestemming van de jongere. Eerst wordt dringende hulpverlening geboden met eventueel een plaatsing van korte duur (5 nachten, kan éénmaal worden verlengd), daarna wordt aan de crisissituatie gewerkt door de jongere gedurende een langere periode in zijn leefmilieu te begeleiden. De situatie wordt geregeld geëvalueerd om na te gaan of de jongere beter naar een andere dienst wordt verwezen.

De dienst is 24 uur per dag toegankelijk. Het team is samengesteld uit 1 directrice, 1 maatschappelijk assistente, 8 opvoed(st)ers, 1 halftijdse psycholoog, 1 halftijdse secretaresse en 1 halftijdse poetsvrouw.

De dienst hanteert de volgende werkwijze:

- Werking zonder mandaat met de toestemming van de jongere. Dat neemt niet weg dat de jongere kan worden verwezen door de Jeugdrechtbank, de ‘Service de Protection Judiciaire’ of de ‘Service de l’Aide à la Jeunesse’ en dat de begeleiding kan worden opgestart met toestemming van de jongere of als de jongere in een crisissituatie verkeert en om hulp vraagt. De samenwerking komt tot stand via een netwerk waarin alle actoren als volwaardige partners worden beschouwd. Het centrum doet een beroep op de ‘Service de l’Aide à la Jeunesse’ indien de verwijzing van de jongere naar deze dienst noodzakelijk blijkt.
- Geen beperkende criteria voor de tenlasteneming. Behalve wat de leeftijd betreft of bij psychiatrische problemen waarbij een medische begeleiding nodig is en bij gewelddadig gedrag. Dat betekent dat minderjarigen met gezinsproblemen, jongeren die afhaken op school, jonge thuislozen, kortom alle jongeren in moeilijkheden, die met vragen zitten of informatie zoeken met hun toestemming worden opgevangen door het team van het centrum. Het centrum neemt geen jongeren op die wachten op een plaatsing in een gesloten instelling.
- Plaatsing vermijden. Het centrum start met een preventieve werking met de bedoeling een plaatsing te vermijden en de jongere in zijn leefomgeving te houden. Het kan echter gebeuren dat de jongere tijdelijk bij ABAKA verblijft zodat de jongere en zijn ouders afstand kunnen nemen. De samenwerking met het gezin in zijn leefomgeving komt op de eerste plaats.
- Netwerking. Dankzij zijn geografische ligging (Elsene) kan het crisiscentrum een beroep doen om een omvangrijk netwerk van psychomedisch-sociale organisaties zodat de samenwerking snel en efficiënt kan worden opgestart.

- Behoeftanalyse van de opvang en de begeleiding in Brussel in samenwerking met de CAAJ. Het centrum fungeert als platform voor de observatie en de analyse van de behoeften op het vlak van opvang en begeleiding. Het zal in samenspraak met de 'Conseil d'Arrondissement de l'Aide à la jeunesse' voorstellen formuleren om de situatie te verbeteren.
- Het centrum neemt binnen het jaar contact op met de jongere voor een evaluatie.

Abaka
Goffartlaan 105
1050 Elsene
Tel: 02/640.07.11
Fax: 02/647.96.19
GSM: 0472/752.755
info@abaka.be

Carnet d'adresses / Adresboekje

Changements de coordonnées / Wijzigingen coördinaten

Les coordonnées actuelles figurent en **gras** /
De huidige adresgegevens zijn **vetjes** gedrukt

ATOLL

Avenue Camille Joset 9
Square Docteur Jean Joly 2
1040 Etterbeek
TEL : 02/733.15.51
FAX : 02/733.15.51
E-mail : atoll@belgacom.net

BUREAU D'AIDE A L'ECRITURE DU
CPAS DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
Rue Vandenboogaerde 64
Rue des Ateliers 19-21
1080 Molenbeek-Saint-Jean
Tel : 02/412.47.84

CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE D'AUDERGHEM

Rue Emile Idiers 37-39
Avenue du Paepedelle 87
1160 Auderghem
Tel : 02/679.94.10
Fax : 02/679.94.61
Responsable service social :
02/679.94.39
Service de médiation de
dettes : **02/679.94.30 –**
02/679.94.31
Service ISP : 02/679.94.46 –
02/679.94.47 – 02/679.94.48
Service d'aide aux familles :
02/679.94.12
Service juridique : **02/679.94.37**

CROIX-ROUGE DE BELGIQUE – COMMUNAUTE FRANCOPHONE

Chaussée de Vleurgat 94,98
Rue Stallaert 1
Rue de Stalle, 96
1180 Bruxelles
Tel : 02/371.31.11
Fax : 02/646.04.39
ACTION SOCIALE :
Animation en institutions et Mai-
sons Croix-Rouge :
action.sociale@redcross-fr.be

BIBLIOTHÈQUE-BOUQUINERIES:

info-bibliotheque@redcross-fr.be

COMMUNICATION - PRESSE :
info-presse@redcross-fr.be

DEMANDEURS D'ASILE :
info-ada@redcross-fr.be

DIRECTION GENERALE :
rachel.anderbecken@redcross-fr.be

DON DE SANG :
direction.sec@redcross.be

EDUCATION A LA SANTE :
education.sante@redcross-fr.be

JEUNESSE : **crj@redcross-fr.be**

OFFRES D'EMPLOI :

jobs@redcross-fr.be
MARKETING - SPONSORING :
info-coordination@redcross-fr.be

(délivrance d'attestations fiscales,
etc.)

SERVICE DONATEURS : **service.donateurs@redcross-fr.be**

(changement d'adresse)

PRET DE MATERIEL SANITAIRE :
info.mcr@redcross-fr.be

SECTIONS LOCALES DE LA CROIX-
ROUGE : **info-coordination@redcross-fr.be**

SECOURS :
Ambulances (transport non-
urgent): **info-105@redcross-fr.be**

Dispositifs préventifs de secours :
info-secours@redcross-fr.be

Formations : **info-enseignement@redcross-fr.be**

Secourisme d'entreprise : **secourisme-entreprise@redcross-fr.be**



Service d'Intervention Sociale Urgente : **robert.**

javaux@redcross-fr.be

SOLIDARITE INTERNATIONALE :

Droit International Humanitaire

(DIH): **info-dih@redcross-fr.be**

Secours d'urgence et développement : **info-**

international@redcross-fr.be

TRACING : (regroupement familial)

service.tracing@redcross-fr.be

VOLONTARIAT : (Devenir Volontaire)

info-grh@redcross-fr.be

DIENST SCHULDBEMIDDELING

Vandenboogaerdestraat 64

Werkhuizenstraat 19-21

1080 Sint-Jans-Molenbeek

Tel : 02/412.47.72

Fax : 02/412.47.77

ENTR'AGES

Avenue Marie-José 59

1200 Woluwé-Saint-Lambert

Rue Hotel des Monnaies 65

1060 Saint-Gilles

Tel : 02/544.17.87

Fax : 02/544.17.88

E-mail : entrages@swing.be

KLINIEK SINT-JAN VZW

Broekstraat 104

Kruidtuinlaan 32

1000 Brussel

www.klstjan.be

Tel: 02/221.91.11

Fax: 02/219.14.92

E-mail: info@klstjan.be

MOLENBEEK JOB INFO

Vandenboogaerdestraat 64

Werkhuizenstraat 19-21

1080 Sint-Jans-Molenbeek

Tel : 02/412.47.70

Fax : 02/412.47.77

MOLENBEEK JOB INFO

Rue Vandenboogaerde 64

Rue des Ateliers 19-21

1080 Molenbeek-Saint-Jean

Tel : 02/412.47.70

Fax : 02/412.47.77

OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN VAN OUDERGEM

Emile Idiersstraat 37-39

Paepedellelaan 87

1160 Oudergem

Tel : 02/679.94.10

Fax : 02/679.94.61

Sociale dienst , Bureelhoofd:

02/679.94.39

Dienst Schuldbemiddeling:

02/679.94.30 – 02/679.94.31

Dienst Socio-Professionele

Inschakeling (SPI):

02/679.94.46 – 02/679.94.47 –

02/679.94.48

Dienst Gezins-en bejaarden-

hulp: 02/679.94.12

Juridische Dienst :

02/679.94.37

OVERLEGCENTRUM VOOR DE INTEGRATIE VAN VLUCHTELINGEN

VLUCHTELINGENWERK VLAANDEREN

REN

Gaucheretstraat 164

1030 Schaarbeek

Tel: 02/274.00.20

Fax: 02/201.03.76

www.ociv.org

E-mail: vluchteling@ociv.org

RODE KRUIS-VLAANDEREN

Vleurgatsesteenweg 98

Motstraat 40

2800 Mechelen

Tel: 015/44.33.22

Fax: 015/44.33.11

SERVICE DE MEDIATION DE

DETTES DU CPAS DE MOLENBEEK-

SAINT-JEAN

Rue Vandenboogaerde 64

Rue des Ateliers 19-21

1080 Molenbeek-Saint-Jean

Tel : 02/412.47.72

Fax : 02/412.47.77

Nouvelles initiatives / Nieuwe initiatieven

Het Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg Brussel-Oost ontving een bijkomende erkenning als expertisecentrum dementie.

Zelf is het expertisecentrum nog op zoek naar een geschikte naam. Voorstellen kunnen overgemaakt worden aan onderstaande adressen.

Tot nu toe was het Memo (Expertisecentrum dementie Vlaams-Brabant) dat verantwoordelijk was voor het werkingsgebied Vlaams-Brabant en Brussel. Na evaluatie van 2 jaar Memo-werking bleek echter dat de uitbouw voor wat Brussel betrof 'vergeten' was. Daarop werd beslist een aanvraag voor een eigen Brussels expertisecentrum in te dienen.

Meer informatie bij:

Gerda Willems

CGGZ – deelwerking Brussel-Oost

Roger Vandendriesschelaan 11

1150 Sint-Pieters-Woluwe

Tel: 02/771.92.03

E-mail: cgg.brussel.oost@skynet.be

Of bij:

BOT (Brussels Overlegplatform Thuiszorg)

Leopold II-laan 204./1

1080 Sint-Jans-Molenbeek

Tel: 02/414.15.85

E-mail: info@bwr.be



Centre de Documentation et de
Coordination sociales

BRUXELLES SOUS LA LOUPE
LE MAGAZINE SOCIAL AU SERVICE DE TOUTS LES BRUXELLOIS

Belgique - België
P.P. - P.B.
1050 Bruxelles 5
BC 8190

Juni 2004, n° 2

Semestriel

L'aide à la jeunesse à Bruxelles

*Chères lectrices,
Chers lecteurs,*

Après son numéro de lancement de décembre 2003 consacré à l'accueil de l'enfant, *Bruxelles sous la loupe*, le magazine social au service de tous les Bruxellois, présente aujourd'hui « L'aide à la jeunesse à Bruxelles ». Le thème est sensible et complexe mais aussi brûlant d'actualité tant au niveau fédéral avec les travaux de réforme de la loi relative à la protection de la jeunesse visant une modernisation du volet protectionnel du droit de la jeunesse (non abordé dans ce dossier car toujours en phase discussion) qu'au niveau régional bruxellois avec le 29 avril 2004 le vote - après 15 ans d'attente - de l'ordonnance relative à l'aide à la jeunesse par l'Assemblée élargie de la Commission communautaire commune.

L'objectif de ce nouveau magazine réalisé par le CDCS est d'aller plus loin dans la connaissance des deux grandes communautés linguistiques présentes à Bruxelles pour mieux appréhender et se connaître, à s'approprier, faire revivre les clubs et les formes évanescentes et arriver à la coordination des politiques.

En matière d'aide à la jeunesse, cette familiarisation aux réalités spécifiques de chacune des communautés est tout particulièrement utile car Bruxelles cumule les particularités et doit faire face à des enjeux et des défis qui demandent une compréhension des forces disponibles et une politique bruxelloise globale.

Plusieurs leçons institutionnelles d'abord. A la suite des réformes successives de l'Etat de 1980 et 1988, la compétence en matière de protection de la jeunesse a été confiée aux Communautés, en se couvrant la protection sociale et la protection judiciaire ainsi à l'exception des cinq matières suivantes relevant toujours de l'autorité fédérale : les règles de droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, les règles de droit pénal engageant en infraction les compétences qui contraignent à la protection de la jeunesse.

Sommaire

Historique et évolution institutionnelle 3

L'aide à la jeunesse en Communauté Française 9

Contexte socio-politique 26

Spécificités bruxelloises 34

Législation 39

Leviers 40

Adresses utiles 40

L'aide à la jeunesse selon la Communauté flamande 41

Structure et fonctionnement de l'aide sociale à la jeunesse 41

Réalité bruxelloise 72

Aide intégrale à la jeunesse 81

Leviers 84

Adresses intéressantes 85

Ordonnance relative à l'aide à la jeunesse de la Commission communautaire commune 87

POUR RECEVOIR LA VERSION NEERLANDOPHONE DE « BRUXELLES SOUS LA LOUPE » :
E-MAIL: INFO.CDCS@CDCS.ARSINET.BE

Après son numéro de lancement de décembre 2003 consacré à l'accueil de l'enfant, ***Bruxelles sous la loupe***, le magazine social au service de tous les Bruxellois présente aujourd'hui « **L'aide à la jeunesse à Bruxelles** ».

Na het eerste nummer van december 2003 gewijd aan kinderopvang, presenteert ***Brussel onder de loep***, welzijnstijdschrift voor alle Brusselaars vandaag het tweede nummer met als thema « **Hulpverlening aan jongeren in Brussel** ».

Centrum voor Maatschappelijke
Documentatie en Coördinatie

BRUSSEL ONDER DE LOEP
WELZIJNSTIJDSCRIFT VOOR ALLE BRUSSELAARS

Belgique - België
P.P. - P.B.
1050 Bruxelles 5
BC 8190

Juni 2004, nr. 2

Semestriel

Hulpverlening aan jongeren in Brussel

*Beste lezeressen,
Beste lezers,*

Na het eerste nummer van december 2003 dat aan kinderopvang gewijd was, presenteert *Brussel onder de loep* vandaag 'Hulpverlening aan jongeren in Brussel'. Het thema is gevoelig en complex, maar ook brandend actueel, zowel op federaal niveau met de bezetting van de wet op de jeugdbescherming als een modernisering van het hok over de bescherming van het jeugtrecht (dit wordt in dit dossier niet besproken aangezien er over de bezetting nog volop wordt gediscussieerd) als op regionaal Brussels niveau met op 29 april 2004 de goedkeuring - na 15 jaar wachten - van de ordonnantie inzake hulpverlening aan jongeren door de Verzamelde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Het doel van dit nieuwe magazine, is de kennis over de twee grote gemeenschappen die in Brussel vertegenwoordigd zijn verder uit te bouwen. Op die manier kunnen zij elkaar beter leren kennen, elkaar waarleren, een aantal clubs en initiatieven uit de wereld helpen en hun beleid coördineren.

Inzake hulpverlening aan jongeren is de kennisruimte tussen beide gemeenschappen erg smal, aangezien het Brussels Gewest heel bijzondere kenmerken vertoont en wordt geconditioneerd met uitdagingen die een globaal Brussels beleid vergen waarbij alle krachten worden gebundeld.

Wij schetsen eerst het institutionele plaatje. Ten gevolge van de opvolgende staatsvormingen tussen 1980 en 1988 werden de bevoegdheden inzake jeugdbescherming overgeheveld naar de gemeenschappen met inbegrip van de sociale en juridische bescherming, maar met uitzondering van de volgende vijf materies, die nog steeds federaal zijn: de burgerrechtelijke regels inzake het statut van de minderjarige en van zijn familie, de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plagen op de jeugdbescher-

Inhoud

Historiek en institutionele evolutie 3

De bijzondere jeugthijstand volgens de Vlaamse Gemeenschap 9

Structuur en werking van de bijzondere jeugthijstand 9

Brusselse realiteit 40

Integratie jeugdhulp 40

Algoritmen 52

Interessante adressen 53

Hulpverlening aan de jeugd volgens de Franse Gemeenschap 55

Sociaal-politieke context 55

Brusselse realiteit 71

Wetgeving 79

Algoritmen 83

Interessante adressen 84

Ordonnantie inzake hulpverlening aan jongeren van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 85

OH DE FRANSTALIGE VERSIE VAN « BRUSSEL ONDER DE LOEP » TE KRIJGEN:
E-MAIL: INFO.CDCS@CDCS.ARSINET.BE

Le CDCS c'est

①

- Plus de 10 000 associations et autres organismes bruxellois repris dans une base de données. Outre des informations telles que leurs coordonnées et activités, celle-ci gère également de nombreux documents s'y rapportant tels que leurs statuts ou brochures de présentation.
- Un fichier des acteurs, personnes ressources et partenaires.
- Un fonds documentaire comprenant : des milliers d'articles issus de la presse ou de revues spécialisées ; des ouvrages ; des rapports de recherche ; des rapports d'activités ; des brochures ; des actes de colloques, séminaires, etc. ; des répertoires.

②

Un site WEB : www.cdcs.irisnet.be

③

Un outil "passeur de frontières"
Service d'information bicommunautaire, le CDCS permet un accès facile et rapide aux informations, initiatives et professionnels de l'action sociale néerlandophone à Bruxelles.

④

Une équipe à votre service du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et les après-midi sur rendez-vous.



Centre de Documentation et
de Coordination Sociales

183 Avenue Louise
1050 Bruxelles
Tel : 02/511.08.00
Fax : 02/512.25.44

E-mail : info.cdcs@cdcs.irisnet.be

Het CMDC, dat betekent

①

- *Meer dan 10 000 Brusselse verenigingen en organisaties in een databank. Behalve informatie zoals het adres en de activiteiten bevat de databank heel wat documenten zoals statuten en voorstellingsbrochures.*
- *Een bestand met actoren, experts en partners.*
- *Een documentatiebestand met: duizenden artikels uit kranten en gespecialiseerde tijdschriften ; boeken ; onderzoeksrapporten ; jaarverslagen ; brochures ; verslagen van colloquia, seminaries, studiedagen ; gidsen.*

②

Een website : www.cmdc.irisnet.be

③

Een "grensoverschrijdend" werkinstrument
Als bicommunautaire dienst voor informatieverstrekking biedt het CMDC eenvoudig en snel toegang tot informatie, initiatieven en professionals uit de Franstalige welzijnssector in Brussel.

④

Een team dat ter beschikking staat van maandag tot vrijdag van 9u tot 12u ; in de namiddag na afspraak.



Centrum voor Maatschappelijke
Documentatie en Coördinatie

Louizalaan 183
1050 Brussel
Tel: 02/511.08.00
Fax: 02/512.25.44
E-mail: info.cmdc@cmdc.irisnet.be

Collaboration du CDCS à la réalisation de ce numéro / Medewerking van het CMDC aan dit nummer :

Rédaction / Redactie : Isabelle Fokan

Documentation et traduction / Documentatie en vertaling: Yolanda Puttemans, Catherine Giet, Katelijnn Van Cauwenberge

Lay-out : Sylvie Deroose

Coordination / Coördinatie : Solveig Pahud

UNE FEDERATION DE CENTRES DE SERVICE SOCIAL MUTUALISTES BRUXELLOIS : POURQUOI ?

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, il existe 10 Centres de Service Social mutualistes agréés.

Les responsables des Centres de Service Social des mutualités socialistes, chrétiennes, libérales et neutres ont décidé de se regrouper en fédération bruxelloise afin de mieux répondre aux défis sociaux actuels.

Les mutualités ont des missions de type « action sociale » (article 3 C – Loi du 6 août 1990) et font partie d'un dispositif social d'importance puisque son activité se saisit justement de la globalité des situations socio-sanitaires de leurs membres.

La spécificité de cet ancrage mutualiste permet d'une part la capacité à traiter – en **prise directe** – de plusieurs problèmes en même temps et d'autre part d'assurer le lien entre l'aide sociale et la sécurité sociale.

La création de notre fédération est l'aboutissement d'un travail de collaboration, entre différents acteurs œuvrant sur le terrain.

En tant que représentante des Pouvoirs Organisateurs, notre fédération permet :

- d'une part d'optimiser la représentation des centres auprès des pouvoirs publics et des partenaires du secteur;
- d'autre part de rappeler le rôle des Centres de Service Social mutualistes comme des centres de “ service au public ” mais également complémentaires aux services publics existants. En effet, cette complémentarité est nécessaire dans le sens où la protection sociale est un champ où l'Etat ne peut **tout** organiser, laissant ainsi une place aux associations **et** aux institutions;
- enfin de visualiser les conséquences des politiques sociales et de santé grâce aux relais locaux des mutualités.

Le but de notre Fédération est :

- **assurer la représentation du secteur auprès des pouvoirs subsidiaires et/ou consultatifs**
- **faire connaître l'action sociale de ces centres en assurant la récolte et la diffusion des informations nécessaires à leur visibilité**
- **être une plate-forme de rencontre avec les autres intervenants sociaux.**
- **complémentaire, elle pourra prodiguer des formations et/ou documentations spécifiques aux travailleurs sociaux de ces Centres.**



WAAROM EEN VERBOND VAN CENTRA VOOR MAATSCHAPPELIJK WERK VAN DE ZIEKENFONDSEN UIT HET BRUSSELSE ?

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn er 10 erkende centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen .

De verantwoordelijken van de Centra Maatschappelijk Werk van de socialistische, christelijke, liberale en neutrale ziekenfondsen hebben zich verenigd in een Brussels verbond teneinde beter te kunnen reageren op de actuele sociale uitdagingen.

De ziekenfondsen hebben opdrachten op het vlak van “sociale actie” (artikel 3 C – wet van 6 augustus 1990) en zijn belangrijke sociale voorzieningen omdat ze zich precies toespitsen op het welzijn en de gezondheid van hun leden.

Dankzij deze verankering in het ziekenfonds kunnen verschillende problemen **onmiddellijk** en tegelijkertijd worden aangepakt en wordt de link tussen de sociale hulp en de sociale zekerheid gelegd.

De stichting van onze federatie is het resultaat van de samenwerking tussen de verschillende actoren die op het terrein werken.

Als vertegenwoordigster van de inrichtende machten, kan de federatie :

- de vertegenwoordiging van onze centra bij de overheid en andere partners uit het werkveld optimaliseren;
- de rol van de centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen als « dienst voor de bevolking » benadrukken. De centra zijn een aanvulling van de bestaande overheidsdiensten. De overheid kan immers niet **alles** organiseren op het vlak van sociale bescherming.
- de gevolgen duiden van het welzijns- en gezondheidsbeleid dankzij de plaatselijke kantoren van de ziekenfondsen.

Onze Federatie heeft als doel :

- **de sector te vertegenwoordigen bij de Brusselse subsidiërende en/of adviserende overheid**
- **uitstraling te geven aan de sociale actie van deze centra door de nodige informatie ter bevordering van hun bekendheid te vergaren en te verspreiden**
- **een ontmoetingsplaats te zijn met andere sociale actoren**
- **aanvullend, specifieke vorming en/of documentatie verstrekken aan de maatschappelijk assistenten van deze Centra.**